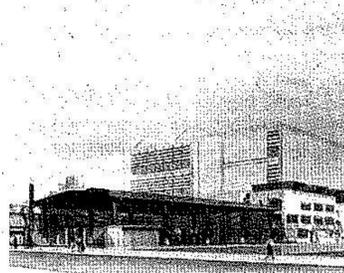
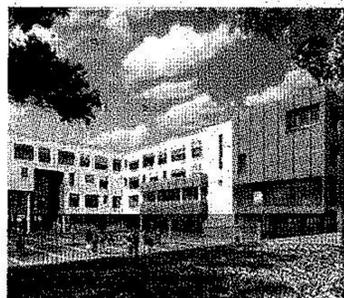


# 12 collèges neufs en 2014 : c'est voté !

Les contrats de partenariat public-privé ont été adoptés hier au conseil général grâce à l'appui de la droite. Le Front de gauche a voté contre. Les chantiers peuvent démarrer.



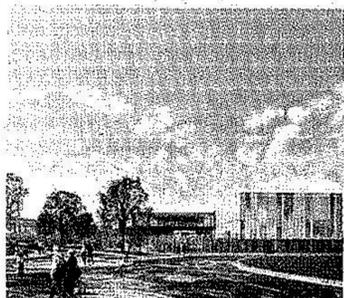
**AUBERVILLIERS, JEAN-MOULIN :** reconstruction, 700 élèves. (DR.)



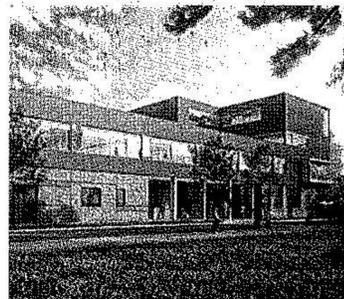
**LE RAINCY, JEAN-BAPTISTE-CAROT :** reconstruction, 700 élèves. (DR.)



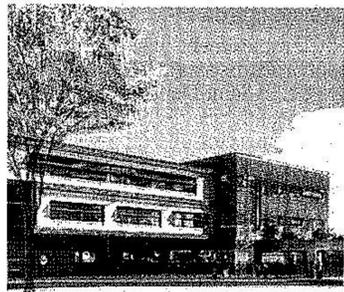
**BONDY, PIERRE-CURIE :** reconstruction, 600 élèves. (DR.)



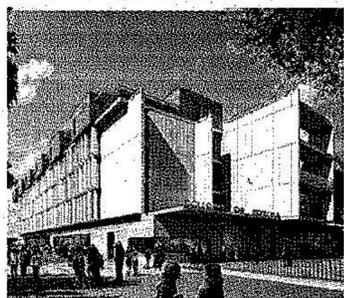
**CLICHY-SOUS-BOIS, LOUISE-MICHEL :** reconstruction avec une piscine, 600 élèves. (DR.)



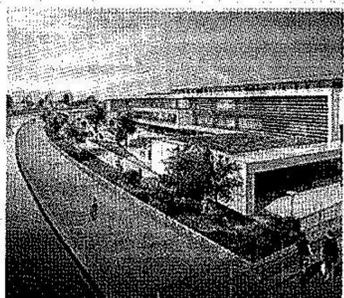
**LE BLANC-MESNIL :** nouveau collège, 600 élèves. (DR.)



**AULNAY-SOUS-BOIS :** nouveau collège, 700 élèves. (DR.)



**MONTREUIL :** nouveau collège, 600 élèves. (DR.)



**LES PAVILLONS-SOUS-BOIS, ANATOLE-FRANCE :** reconstruction avec une passerelle, 700 élèves. (DR.)



**V**ingt-six voix pour, quatorze voix contre, aucune abstention. A 15 heures, hier à Bobigny, après plus de cinq heures trente de débat, c'est la fin du suspense. Les trois contrats de partenariat avec les groupes Eiffage et Fayat, qui permettront d'édifier cinq nouveaux collèges et d'en reconstruire sept autres d'ici à la rentrée 2014, viennent d'être approuvés par une majorité des élus du conseil général. Une majorité inédite : les voix de la droite et du centre (hormis celle d'Hervé Chevreau, qui a voté non avec les communistes) se sont ajoutées à celles des socialistes et des écologistes.

D'ici quelques mois, les chantiers pourront être lancés à Aubervilliers, Aulnay, Clichy, Le Raincy, Montreuil, Les Pavillons, Villepinte, Stains, Le Blanc-Mesnil, Bondy, Noisy-le-Grand et Saint-Denis/Saint-Ouen grâce aux fameux partenariats public-privé (PPP), adoptés au forceps lors d'une séance « historique », selon l'UMP Michel Teulet. A quelques minutes du vote, hier, le président (PS) Claude Bartolone lui-même n'était « pas sûr que ça passerait ». Durant leurs interventions, Katia Coppi (UMP) et Jacques Chaussat (NC) exceptés, aucun élu de droite n'avait en effet laissé deviner quel serait son vote final.

## Un glissement vers le libéralisme

PIERRE LAPORTE, ÉLU FRONT DE GAUCHE AU CONSEIL GÉNÉRAL

Côté Front de gauche, pas de surprise, ce serait non. Car l'idée du PPP hérissé depuis longtemps. En octobre 2010, puis en février 2011, lorsque le sujet a été à l'ordre du jour, les élus Front de gauche n'avaient pas pris part au vote (sauf Jean-Jacques Karman qui a toujours voté contre). Hier, à tour de rôle, ils ont égrené les reproches : « Dispositif risqué et plus cher qu'une maîtrise d'œuvre publique », selon Hervé Bramy, « glissement vers le libéralisme » pour le président du groupe, Pierre Laporte, tandis que Gilles Garnier a dénoncé une « pré-

cipitation », suggérant d'attendre les résultats des élections présidentielle et législatives... Soutenus par une partie du public qui dénonçait, pancartes à l'appui, « des collèges au rabais » — tandis que d'autres manifestaient en faveur de la réalisation des collèges d'Aulnay, de Bondy, de Noisy-le-Grand... — les communistes se sont défendus d'agir par idéologie et ont répété qu'ils étaient « pour » la rénovation des collèges. D'ailleurs, hier, tout le monde y était favorable.

## C'est soit les PPP, soit rien

CLAUDE BARTOLONE, PRÉSIDENT PS DU CONSEIL GÉNÉRAL

« Le problème, c'est qu'en l'état actuel de nos finances, on ne peut pas emprunter un euro de plus », a insisté Claude Bartolone. « Ceux qui disent il faut faire des collèges mais il faut les faire autrement, je leur dis, ce n'est pas possible. C'est soit les PPP, soit rien. » Des PPP qui « n'ont rien à voir avec celui calamiteux du Centre hospitalier Sud francilien », ont redit les socialistes, assurant que toutes les précautions ont été prises : le financement public reste majoritaire (40 % du conseil général + 22,5 % de la Caisse des dépôts et consignations), et le conseil général est propriétaire des terrains mais aussi des locaux. Sur vingt ans, le coût pour les finances départementales sera quasiment le même que si les collèges avaient été réalisés de façon traditionnelle, a encore précisé Mathieu Hanotin, vice-président chargé de l'éducation. Sauf que, sans PPP, il n'aurait pas été possible d'en faire 12 en même temps, de provoquer cet « électrochoc éducatif », selon les mots de Stéphane Troussel, faisant appel au « sens des responsabilités » et au « pragmatisme » de ses collègues.

Les socialistes n'ont pas convaincu leurs partenaires de la majorité, mais les PPP sont lancés. A Louise-Michel à Clichy, à Corot au Raincy, à Pierre-Curie à Bondy comme ailleurs, la reconstruction attendue depuis des années va pouvoir commencer.

BLANDINE SEIGLE

